

Les festivals de musique au Maroc : trois petits tours et puis s'en vont ?

La pérennité de ces événements exige un changement de perception quant à leur place au sein de la scène artistique.

Amel Abou el Aazm

La décennie 2000/2010 a été celle des festivals au Maroc. En quelques mois, on est passé du tout au rien : un festival par ville, un par région. De Tanger à Dakhla, ces événements ont bousculé la scène culturelle marocaine et se sont distingués des traditionnels *moussems* (fêtes populaires), reliés à la vie économique, sociale et culturelle, et qui restent encore présents aujourd'hui. Ces événements se sont aussi différenciés des festivals organisés par le ministère de la Culture, axés sur un soutien à la musique patrimoniale (musique andalouse, *gharnati*, *aïta*...). Initiés par des associations et soutenus par le privé, ces événements, grâce aux importants moyens financiers octroyés, ont rapidement obtenu une audience et une médiatisation dépassant toutes les autres manifestations, et ont mis en avant les vedettes internationales et les musiques urbaines marocaines.

À partir de 1999, plus de 60 festivals de musique sont nés, du jour au lendemain et ont participé à une visibilité démesurée de la *Nayda*. Cette évolution exponentielle, surtout après les attentats du 16 mai 2003 à Casablanca, a répondu au besoin urgent de mettre en avant « le Maroc qui bouge », de redorer l'image du pays au niveau international, et d'offrir au monde une vitrine de pays arabe et africain ouvert au dialogue des cultures. Dès le départ, cette nécessité de véhiculer un message de respect de la diversité, et d'offrir à la jeunesse un espace d'expression, a clairement primé sur une volonté d'action culturelle durable. D'ailleurs, depuis quelques mois, la scène culturelle vit au rythme des annulations, disparitions ou reports de certains festivals (L'Boulevard et Festival de Casablanca, Moonfest à Lalla Takerkoust, Printemps d'Azzemmour, Festival Awtar à Benguerir, Amwaj Essafi, Festival Mer & Désert de Dakhla, Alegria Chamalia de Chefchaouen, Festival Azalay à Ouarzazate...).

Si les premières éditions paraissaient faciles à organiser, la durabilité de ces événements, semble bien plus compliquée, et les effets de la crise économique commencent à se faire ressentir, ainsi que le manque de volonté des acteurs, publics et privés, d'inscrire ces évé-

nements au sein d'une vraie politique culturelle. Quels sont les obstacles à la régularité de ces festivals ? Qu'est-ce qui les empêche de prendre réellement part, de manière durable, à la scène culturelle ?

Le creux de la vague d'un modèle économique non-pérenne, aléatoire et instable

Logiquement, la question du financement et du modèle économique sont au cœur des difficultés rencontrées par les organisateurs. Les budgets des festivals sont très disparates : 2,6 millions de dirhams (L'Boulevard 2010), 3,5 millions de dirhams (Tanjazz 2012), 13 millions de dirhams (Timitar 2012), 28 millions de dirhams (Festival de Casablanca 2011), 59,5 millions de dirhams (Mawazine 2012). En voulant attirer des têtes d'affiches internationales, et en faisant souvent dans la surenchère, ces budgets peuvent atteindre des montants exorbitants. Selon Philippe Lorin, directeur du festival Tanjazz (13^{ème} édition en 2012), dont le budget est en diminution volontaire depuis 2010, « établir des budgets de façon réaliste et les gérer avec rigueur » est la principale difficulté rencontrée par les organisateurs. Cachets artistiques, frais de communication, de production, rémunération des équipes de travail, les budgets sont, chaque année, difficiles à boucler. « Le manque de main d'œuvre locale qualifiée est aussi une grosse difficulté, liée au manque de moyens et d'accompagnement pour une formation locale. « Les festivals de grande échelle sont souvent obligés de louer les services de main d'œuvre étrangère pour la partie technique, vu le manque de profils qualifiés sur place » explique Hicham El Kebbij, programmateur et coordinateur artistique.

Le sponsoring privé dépasse largement les subventions publiques et les recettes de billetterie, quasi inexistantes. Le festival Tanjazz, dont la majorité des concerts sont payants, et dont les bénéfices des tickets vendus représentent aujourd'hui 20 % du budget, fait figure d'exception. Gratuits pour la plupart, offrant au

Amel Abou el Aazm, spécialiste du domaine culturel au Maroc, gestionnaire de projets culturels (AB Sawt).



La chanteuse du Mali, Fadimata Walett Oumar, au festival de musique Taragalte, à Mhamid El-Ghizlane, près de Zagora, novembre 2012. Le festival de musique Taragalte a débuté pour de bon avec des groupes de femmes du Maroc, la Mauritanie et le Mali. /

AFP/GETTY IMAGES

public des scènes en plein air, les festivals sont essentiellement sponsorisés par le privé. En contrepartie d'une visibilité au niveau des campagnes de communication, les compagnies de téléphonie, banques, sociétés immobilières... financent ces événements, souvent à plus de 60 %. Mais ce type de sponsoring intervient de manière très inégale, car il dépend beaucoup des contacts et des réseaux personnels, et commence à s'essouffler face à la multiplication des événements et à la crise économique. Les enveloppes budgétaires pour les festivals ont été réduites, et il devient difficile de fidéliser les sponsors. « Malheureusement, les sponsors sont très frileux et nous avons du mal à les attirer malgré la qualité de la programmation et la possibilité pour eux de mettre en valeur leur nom au niveau national et international », explique Jamal Aatif, directeur du festival Azalay (Ouarzazate – 1ère édition en 2011) dont la deuxième édition, prévue en 2012 a été reportée à 2013. « Le modèle économique de festival totalement gratuit n'est pas viable... Mais il est dur d'y échapper au Maroc, vu le manque d'espaces clos appropriés et d'infrastructures », ajoute Hicham El Kebbaj.

L'absence de subventions publiques s'ajoute aussi à la problématique de la pérennité des festivals. Mis à part l'ONMT (Office National Marocain du Tourisme) qui finance une trentaine de festivals, pour attirer les touristes et pour que l'offre touristique marocaine devienne plus attrayante et plus compétitive, il existe peu de fonds publics pour les événements culturels. D'ailleurs, la carte des festivals qui « résistent » aux difficultés ressemble étrangement à la carte géographique des principales destinations touristiques : Marrakech, Essaouira, Agadir, Fès. Ceux qui survivent malgré tout sont financés de manière aléatoire et sans soutien public. « C'est rare qu'on ait des financements publics. La ville ne participe ni en nature ni en subvention. Le ministère de la Culture a participé en 2006/07 en finançant l'impression du magazine *Kounache* et quelques cachets d'artistes marocains » explique Hicham Bahou, co-directeur de l'EAC L'Boulevard qui organise pourtant depuis 1999 « LE », véritable carrefour des musiques urbaines. « L'Boulevard et le Tremplin sont principalement financés par des sponsors privés. Une petite partie du financement provient

aussi des instituts culturels européens présents au Maroc, et des partenariats qu'on développe depuis des années avec des structures à l'international » complète-t-il. La complexité des sources de financement empêche clairement aux festivals de musique de s'inscrire durablement dans le paysage culturel.

Dépasser l'événementiel et le divertissement pour construire des actions culturelles de fond pérennes

Ces dernières années, la multiplication des festivals et leur effet médiatique ont tenté de masquer l'absence cruelle de politique culturelle, d'espaces fonctionnant de manière régulière et offrant une programmation de qualité tout au long de l'année. « Il y a une méconnaissance de l'importance de la culture, encore plus lorsqu'il s'agit des petites villes. Puis surtout malheureusement l'amalgame entre divertissement et culture subsiste largement encore » explique Brahim El Mazned, directeur artistique du festival Timitar d'Agadir et acteur culturel au Maroc. La plupart de ces événements ont été créés très rapidement, sans réelle concertation avec les acteurs culturels locaux et une incompréhension de la part des acteurs privés et publics des enjeux d'un développement durable de la scène culturelle. Tout est allé très vite, on a fait dans l'animation et l'événementiel plutôt que dans le culturel. La facilité avec laquelle les festivals ont été mis sur pied contraste avec la difficulté de mettre en place des projets à long terme. Une fois les quelques jours de festivals passés, les acteurs culturels n'ont pas les moyens d'assurer une activité régulière, et le public passe l'année au milieu d'un désert culturel et artistique difficile à combler. « Une des difficultés majeures, c'est de donner les moyens nécessaires aux acteurs culturels de faire leur travail, de les aider à anticiper leurs projets et de travailler sur de vrais projets et non pas seulement sur de l'animation et du divertissement » confirme Brahim El Mazned.

Construire tout au long de l'année, au-delà de l'événementiel, c'est ce que fait l'association EAC L'Boulevard, qui, à défaut de réussir à réunir, en 2012, les moyens financiers pour organiser L'Boulevard et Le Tremplin, s'est concentrée sur le Boultek, premier centre de musiques actuelles au Maroc, en offrant des formations, organisant en moyenne un concert (payant) par semaine et en disposant de trois studios de répétitions et d'enregistrement. « Nous avons lancé le Boultek en 2009. C'est un projet structurant crucial pour notre association et pour la scène musicale. Ce projet nous a pris beaucoup d'énergie et de temps. Nous aurions pu nous concentrer sur les festivals, mais on a préféré se consacrer au Boultek qui est un projet durable » explique Hicham Bahou. L'ouverture de cet espace a été rendu possible par des implications d'individus, le soutien du

Technopark (regroupement de plus de 170 entreprises du même secteur, dans un espace de 30 000 m², où est situé le Boultek), par un fond de l'INDH (Initiative Nationale pour le Développement Humain) et par un don royal en 2010.

Bien entendu, l'équation impossible du financement se pose autant pour les activités régulières du Boultek que pour les festivals, mais, fait de système D, ce projet, dans son ensemble, permet de travailler sur la régularité, d'habituer le public à payer sa place de concert, et d'enclencher une vision différente sur les enjeux d'une action culturelle de fond. Cette priorité donnée à la régularité plutôt qu'à l'événementiel, répond ainsi aux besoins vitaux des artistes, et à ceux du public qui souhaite avoir une offre culturelle à l'année et non limitée aux festivals. C'est sur cette nouvelle base que l'équipe prépare la suite : « Maintenant que nous avons lancé le Boultek, et développé une programmation régulière, nous allons reprendre l'organisation du Boulevard et du Tremplin comme avant. Nous avons prévu une programmation musicale, mais nous allons toucher à autre chose : théâtre, graphs, sports urbains... Le but est de refléter le dynamisme de la scène culturelle alternative en ce moment » ajoute-t-il.

En effet, après l'engouement démesuré pour les festivals, la pérennité de ces événements exige un changement de perception quant à leur place au sein de la scène artistique, et à la consolidation des bases de l'économie de la culture. Les festivals ne peuvent être de pâles copies de ce qui se fait dans les pays occidentaux où ils se sont développés en lien avec les évolutions politiques, culturelles, économiques et sociales, propres à chaque contexte. Car au-delà de toutes les difficultés évoquées, ce qui demeure crucial est que les festivals d'aujourd'hui ne sont pas suffisamment connectés à la réalité des pratiques artistiques. Tant que les maillons de la chaîne « création – production – financement – diffusion – espaces culturels – communication », ne seront pas reliés les uns aux autres, tout au long de l'année, autour d'une synergie entre acteurs culturels, associatifs, publics et privés, les festivals de musique manqueront de sens et de légitimité. ■